

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 24 (2024)

Faits saillants

- ❖ Région : les États-Unis, premier client de l'ASEAN devant la Chine au T1 2024
- ❖ Malaisie : hausse de 56% du prix du diesel et fin des prix subventionnés pour tous
- ❖ Philippines : hausse de 42% des investissements directs étrangers au T1

LE CHIFFRE À RETENIR

20%

Part de renouvelables dans le mix électrique thaïlandais, avec un objectif de 51% en 2037

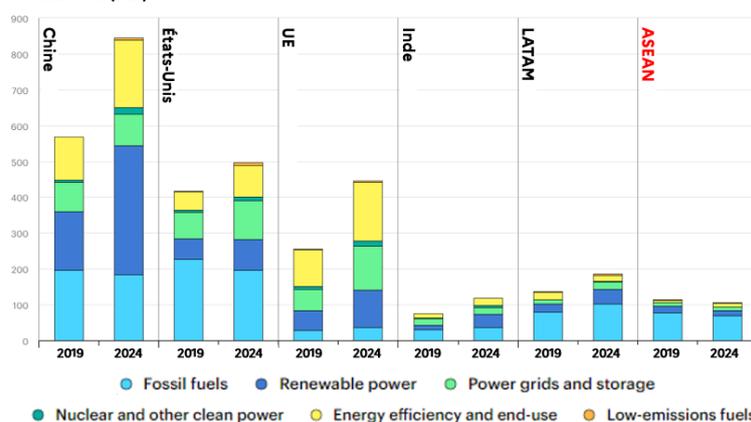
Région

AIE : investissements insuffisants de l'ASEAN pour atteindre ses ambitions en énergies propres

Bien que la plupart des pays d'Asie du Sud-Est ont désormais des objectifs ambitieux à long terme en matière d'énergie propre, les investissements ne sont pas encore à la hauteur. C'est le constat que dresse le rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) « World Energy Investment 2024 » publié en ce début de mois. Si la région ne représente que 9% de la population mondiale, 6% du PIB mondial et 4% de la consommation mondiale d'énergie, sa population devrait atteindre près de 800 millions d'habitants d'ici 2050, ce qui devrait nettement accroître sa demande énergétique. Pour répondre à cette demande croissante tout en assurant la sécurité, l'accessibilité et la durabilité, des investissements

Investissement annuel dans les énergies propres (2019, 2024)

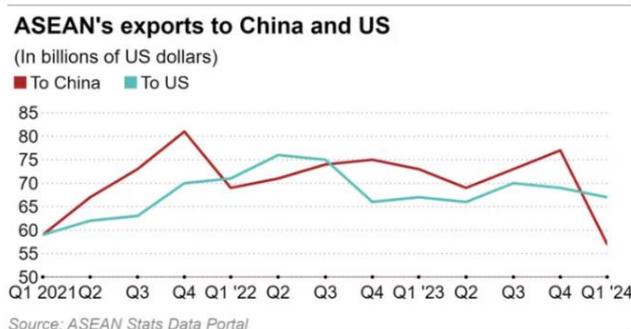
Milliards USD (2023)



substantiels seront nécessaires. Actuellement, les investissements en énergie propre en Asie du Sud-Est ne représentent que 2% du total mondial, et 0,7% de leur PIB (contre 1,8% à l'échelle mondiale), ce qui est bien en deçà des besoins pour atteindre les objectifs climatiques à venir. Malgré des signaux encourageants comme le plan de développement énergétique du Vietnam (« 8th Power Development Plan»), qui prévoit une utilisation accrue d'énergie renouvelables, des incertitudes persistent, notamment sur les mécanismes de tarification de la production, influençant les perceptions de risque et le coût du capital. Enfin, l'appui financier international devrait continuer de jouer un rôle crucial pour accélérer la transition de la région (e.g. partenariats de transition énergétique juste (JETP)).

Les exportations de l'ASEAN vers les États-Unis supérieures à celles vers la Chine au T1 2024

Selon un article de Nikkei Asia, pour la première fois en six trimestres, les exportations des pays de l'ASEAN vers les États-Unis ont surpassé celles vers la Chine au cours de la période



de janvier à mars 2024, reflétant un changement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Selon les données compilées par le journal, les exportations de l'ASEAN vers les États-Unis ont en effet atteint 67,2 Mds USD, contre 57 Mds USD pour la Chine. Ce renversement de tendance serait attribuable à l'augmentation des achats américains de semi-conducteurs et de pièces électroniques en provenance de l'ASEAN, ainsi qu'à la stagnation de l'économie chinoise. Des facteurs structurels et conjoncturels, notamment les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, inciteraient les entreprises américaines à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement vers des pays comme la Malaisie et le Vietnam. Ainsi, les exportations de la Malaisie vers les États-Unis ont augmenté de 8% sur un an, tandis que celles vers la Chine ont diminué de 3,3%. Les exportations du Vietnam vers les États-Unis ont, elles aussi, connu une hausse de 24%, atteignant 25,7 Mds USD.

Indonésie

Inflation en baisse à +2,8% en glissement annuel

En mai 2024, l'inflation au sens de l'IPC recule à 2,8% en glissement annuel (g.a.), contre 3,0% en avril, en raison de la baisse des prix des denrées alimentaires, notamment du riz (grâce à l'augmentation de la production et au plafonnement des prix de vente), des piments et de la viande de poulet. À l'inverse, l'inflation de base a légèrement augmenté à 1,9% en g.a., en raison de la hausse des loyers et des prix des bijoux en or. La baisse de l'inflation IPC a également été soutenue par une désinflation des prix des transports, avec un retour à la normale suite à la période des fêtes nationales. Les catégories de dépenses ayant contribué à la baisse de l'inflation globale en mai incluent les aliments et boissons, les équipements ménagers, les télécommunications, ainsi que l'éducation, tandis que les catégories ayant enregistré une inflation plus élevée étaient l'habillement, les soins personnels et les restaurants.

Première progression des réserves de change depuis le début de l'année

En mai, les réserves de change de l'Indonésie ont progressé pour la première fois depuis le début de l'année, après quatre mois de baisse. Elles s'élèvent à 139 Mds USD fin mai 2024, après 136,2 Mds USD enregistrés fin avril 2024. Cette progression a été permise par une entrée de recettes fiscales et l'émission d'obligations gouvernementales. Le niveau des réserves équivaut à 6,3 mois d'importations, bien au-dessus de la norme internationale de suffisance des réserves d'environ trois mois d'importations.

Malaisie

Production industrielle en hausse de 6,2% en avril

La production industrielle a augmenté de 6,2% en avril en g.a. (après +2,4% en mars en g.a.), sa plus forte croissance depuis septembre 2022, en lien avec le rebond des exportations, (+9,1% en avril en g.a.). Les industries manufacturières ont ainsi enregistré une hausse de 5,0% en g.a. (contre +1,2% en mars en g.a.), le secteur électrique et électronique demeurant toutefois en retrait (+1,4% en g.a.). La progression de la production industrielle s'explique également par l'accélération des activités d'extraction d'hydrocarbures (+10,0% contre +4,9% en mars, en g.a.). Pour l'électricité, la hausse est de 7,6% en g.a. (après +8,5% en mars, en g.a.).

Hausse de 56% du prix de vente du diesel avec la fin du régime de prix subventionné pour tous

Dans la suite de l'annonce, le 21 mai, de la mise en place de subventions ciblées, le gouvernement met fin au régime de vente de diesel dans les stations-service à prix subventionné qui bénéficiait à l'ensemble des consommateurs, en place depuis fin 1999. Le ministère des Finances a ainsi annoncé le 9 juin une hausse de prix de 56% (0,46 USD à 0,71 USD au litre) effective au 10 juin en Malaisie péninsulaire. La date d'entrée en vigueur de cette mesure coïncide avec celle du premier versement de l'aide mensuelle de 42,5 USD prévue pour les propriétaires de véhicules diesel et petits exploitants agricoles répondant aux critères d'éligibilité, qui concerne environ 30 000 bénéficiaires à ce stade. Même après cette hausse, la Malaisie reste dans ce domaine le pays le moins cher dans la région, les prix s'établissant à 0,77 USD au Vietnam, 0,90 USD en Thaïlande et 0,94 USD en Indonésie. Elle conserve par ailleurs un régime de prix administrés, les différents niveaux de tarifs pour la vente du diesel, subventionnés ou non, restant fixés chaque semaine par le ministère des Finances, permettant ainsi au gouvernement de contenir si besoin l'impact d'une hausse des prix pétroliers sur le marché domestique. Les prix « subventionnés » sont maintenus à ce stade à 0,46 USD pour les entreprises de transport routier bénéficiaires d'une carte de flotte et dans la limite des quotas qui leur seront alloués (0,40 USD pour les véhicules de transport public) et à 0,35 USD pour les pêcheurs. La population s'inquiète de l'impact de cette mesure sur son pouvoir d'achat et sur les prix (1,8% en avril en g.a.), et ce alors que le gouvernement a annoncé son objectif de revoir également les subventions pour les autres carburants, mais sans en préciser le calendrier et les modalités de mise en œuvre. Cette incertitude pourrait avoir un impact négatif sur la consommation privée, principale contributrice à la croissance malaisienne (61% du PIB en 2023).

Lancement de la Politique pour l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP)

Le Premier ministre a annoncé le 8 juin le lancement de la Politique nationale pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) 2030. Dans la suite de la Nouvelle politique industrielle 2030 (NIMP 2030) et de la Feuille de route pour la transition énergétique (NETR), elle a pour objectif principal de répondre aux besoins de travailleurs qualifiés dans les cinq secteurs identifiés comme à forte valeur ajoutée et croissance. Ces derniers, dont la montée en gamme doit permettre à la Malaisie d'accéder à la catégorie des pays à revenu élevé, sont la transition énergétique, les industries technologiques et du numérique, l'électrique et électronique, l'agriculture et l'agro-industrie et l'industrie des terres rares. La stratégie vise à améliorer l'EFTP et l'adapter aux emplois futurs, par une plus grande participation des entreprises dans l'élaboration des programmes et la formation, une meilleure connaissance du besoin en compétences des industries et le développement de coopérations internationales. Elle bénéficie d'une dotation budgétaire d'environ 2,7 Mds USD pour accompagner sa mise en œuvre.

Nouvel investissement du chinois Kibing pour accroître la production de verre solaire au Sabah

Le gouvernement de l'Etat de Sabah a signé le 11 juin un accord avec la filiale malaisienne SBH Kibing New Solar Energy du groupe chinois Kibing, pour un investissement de 1,5 Md USD concernant la construction d'un nouveau site de fabrication de verre solaire à Kimanis, dans le district de Papar. Cet investissement s'ajoutera à celui déjà réalisé à hauteur de 0,6 Md USD pour une usine située dans le parc industriel de Kota Kinabalu, qui doit doubler cette année sa production de verre solaire à 2 400 tonnes par jour. Un total de 6 800 emplois devrait être généré à terme par ces investissements.

Singapour

GSER 2024 : Singapour devient le premier écosystème de startups en Asie

Singapour se positionne comme le principal écosystème de startups en Asie et 7^{ème} à l'échelle mondiale selon le Global Startup Ecosystem Report (GSER) 2024. La cité-Etat détrône ainsi Pékin en tant que meilleur écosystème

de startups en Asie, consolidant sa position devant d'autres villes comme Séoul (9^{ème}) ou Tokyo (10^{ème}), et devant Paris (14^{ème}) – qui gagne néanmoins quatre places par rapport au classement 2023.



MOF : consultation publique en vue de la mise en œuvre de la nouvelle fiscalité internationale en 2025

Le 10 juin, le ministère des Finances a proposé 22 amendements législatifs à l'Income Tax Act 1947 (« ITA ») visant à mettre en œuvre les mesures fiscales annoncées dans le Budget 2024 et à ajuster le régime fiscal de Singapour. Ces propositions comprennent notamment (i) un crédit d'impôt sur le revenu des sociétés ; (ii) un crédit d'investissement remboursable pour stimuler l'attractivité des investissements ; et (iii) un rabais d'impôt sur le revenu personnel pour atténuer les préoccupations liées au coût de la vie. Le MOF introduit également un projet de loi sur les entreprises multinationales (impôt minimum) pour mettre en œuvre les règles de l'initiative BEPS 2.0, visant à clarifier le traitement fiscal des taxes imposées par Singapour et les juridictions étrangères. Une consultation publique est ouverte du 10 juin au 5 juillet 2024 pour recueillir les commentaires sur ces propositions, afin d'affiner le projet de loi avant son introduction au Parlement.

Renforcement de la surveillance des family offices et des hedge funds

D'après un article de Bloomberg, les autorités singapouriennes intensifieraient de plus en plus leur vigilance à l'égard des family offices et des hedge funds, en fermant notamment des sociétés inactives en réponse à une série de scandales révélant des failles dans le système financier. Les family offices bénéficiant d'exemptions fiscales auraient ainsi reçu de nouveaux formulaires en mai exigeant des informations plus détaillées sur leur activité, avec une date limite de soumission à la fin de juin. En parallèle, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a annoncé l'abolition d'un régime de licence pour les hedge funds gérant jusqu'à 250 M USD d'actifs d'ici le 1^{er} août, les soumettant désormais à des exigences de rapport plus strictes. Ces mesures interviennent alors que Singapour fait face à des défis pour surveiller l'afflux de richesse étrangère, illustré par des cas récents de blanchiment d'argent.

Vietnam

UOB : l'économie prévue de croître de 6% au T2 2024

La banque singapourienne United Overseas Bank (UOB) estime également que sur l'année, le pays enregistrera une croissance économique de 6% et un taux d'inflation maîtrisé à 3,8%. En 2025, la croissance du Vietnam devrait atteindre 6,4%, toujours selon l'UOB. Les indicateurs économiques récents confirment une perspective positive : au mois de mai, l'indice des directeurs d'achat (PMI) reste stable à 50,3 ; la production industrielle augmente de 8,9% en g.a. ; et les exportations et importations affichent une croissance à deux chiffres (+15,8% et +29,9% en g.a.). À titre de comparaison, cette année, le gouvernement vise une croissance du PIB de 6 à 6,5%.

Croissance des recettes budgétaires provenant de l'import-export

Au cours des cinq premiers mois de 2024, ces recettes ont atteint près de 6,6 Mds USD, soit 44,2% du montant initialement prévu, en croissance toutefois de 7,4% par rapport à la même période de l'année dernière. Selon le Département général des douanes du Vietnam, sur les 5 mois, le volume des échanges commerciaux du pays s'est élevé à 305,53 Mds USD (+16,6% en g.a.), avec 156,8 Mds USD d'exportations (+15,2% en g.a.) et 148,8 Mds USD (+18,2% en g.a.)

Refus de la connexion des panneaux solaires au réseau de distribution électrique

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) a précisé dans un décret de juin 2024 que l'énergéticien EVN n'achèterait pas d'électricité produite grâce à l'énergie solaire produite dans des centrales ou sur toiture (rooftop solar) dont les projets n'ont pas été précisés dans le 8^{ème} plan de développement électrique national (National Power Development Plan 8, PDP8). Le gouvernement maintient néanmoins son ambition de voir 50% des habitations et des bureaux équipés de panneaux solaires d'ici 2030. Pour rappel, l'énergie solaire représente un véritable défi pour le pays : après une très forte croissance de 2015 à 2021, les autorités sont aujourd'hui contraintes par le montant des investissements nécessaires, tandis que la vétusté du réseau de transmission empêche la gestion efficace d'une production électrique intermittente. Par conséquent, alors que l'énergie solaire représentait 24% de la capacité électrique installée (2022), celle-ci devrait redescendre à 8,5% d'ici 2030, au profit d'autres énergies renouvelables. Le PDP8 mentionnant principalement l'essor de l'éolien onshore et offshore, la question de l'intermittence devrait toutefois se poser de nouveau dans le futur. C'est pourquoi les réflexions sur le meilleur moyen de décarboner la production électrique se poursuivent. Récemment, le vice-Premier ministre Trần Hồng Hà a demandé au MoIT de clarifier les raisons de sa préférence pour les énergies éoliennes et solaires, plutôt que sur le recyclage de déchets et l'utilisation de biomasse.

Thaïlande

Maintien par la banque centrale du taux directeur à 2,5% dans un contexte économique stable

La Bank of Thailand a annoncé le maintien de son taux directeur à 2,5%, laissant inchangé ses perspectives de croissance à 2,6% g.a. en 2024 et à 3% en 2025. L'activité économique resterait tirée en première instance par le tourisme (hausse prévue du nombre d'arrivées à 35,5 M cumulée à une augmentation des dépenses par tête) et la consommation privée (bien qu'à un rythme plus lent qu'en 2022 et en 2023) tandis que les dépenses gouvernementales devraient s'accélérer (attendues à +3,6% en 2024) grâce au vote du budget. Le taux de décaissement au troisième trimestre de l'année fiscale (oct 2023-sept 2024) s'élève déjà à 39% contre une prévision initiale de 21%, avec l'objectif d'atteindre 70% d'ici fin septembre. La production manufacturière comme les exportations montrent enfin des signes de reprise, même si les difficultés structurelles pesant sur les exportations demeurent prégnantes (baisse durable de la demande pour certains produits ; mauvais positionnement de gamme dans l'électronique ; concurrence renforcée de certaines productions étrangères, en particulier chinoises).

Présentation du PDP 2024, misant sur une hausse significative des énergies renouvelables d'ici 2037

Le bureau de la Planification et de la politique énergétique thaïlandais a dévoilé lors d'une audience publique son nouveau plan national de développement de la production électrique pour la période 2024-2037 (Power Development Plan). Ce plan correspond à une révision de celui approuvé en 2018, jugée nécessaire afin de réajuster les objectifs en fonction de la situation économique du pays. L'approvisionnement total en électricité prévu pour la Thaïlande devrait atteindre 112 400 MW dans 13 ans, grâce à une plus grande participation des entreprises privées à l'effort de production, la part de marché d'Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT), le producteur public d'électricité, devant ainsi passer de 29% à 17%. Les sociétés privées devront d'abord être approuvées par le conseil de la politique énergétique nationale avant de pouvoir entrer sur le marché, le ministère de l'Énergie ayant par ailleurs indiqué qu'un projet leur permettant d'acheter de l'énergie renouvelable grâce à des « power purchase agreement » (PPA) est actuellement en préparation. Le PDP prévoit aussi une hausse de la part des énergies renouvelables dans le mix électrique à 51% en 2037 contre 20% actuellement (80% de la production provenant des énergies fossiles). Pour atteindre cet objectif, l'accent est mis sur le solaire, l'éolien, la biomasse, et les importations d'énergies renouvelables. De plus, le PDP intègre l'ajout du nucléaire au mix énergétique, avec des SMR (small modular reactors) et MMR (micro modular reactor). Le coût de l'unité d'électricité a enfin été légèrement revu à la baisse, prévu pour une moyenne de 3,87 THB (0,1 USD).

Philippines

Croissance des flux d'IDE nets de 42% au T1 2024

La tendance haussière des flux d'IDE entrants s'est confirmée en mars 2024 avec une hausse de 23,1% en glissement annuel (g.a), pour atteindre 686 M USD, en progression par rapport aux 557 M USD de mars 2023. Cette croissance des IDE nets a été principalement alimentée par les investissements nets des non-résidents dans les instruments de dette, en hausse de 19,0% en g.a. Les investissements nets des non-résidents en capital-actions ont également connu une forte augmentation de 67,1%, passant de 94 M USD à 157 M USD. Les investissements en mars étaient principalement concentrés dans le secteur manufacturier, suivi des services financiers et des assurances et étaient en provenance de Singapour, du Japon et des États-Unis. Au cours du T1 2024, les IDE nets ont enregistré une hausse de 42,1%, atteignant un montant total de 3,0 Mds USD. Les Pays-Bas et le Japon ont été les principales sources d'investissements.

Projet solaire de 440 MWp à Ilagan, Isabela, avec un investissement de 250 M USD pour 2026

Le 10 juin, la National Grid Corporation (NGCP) et San Ignacio Energy Resources Development Corporation (SIERDC) ont signé un accord d'interconnexion, en présence du président Marcos Jr, pour l'exploitation d'une centrale électrique solaire de 440 MWp à Ilagan, dans la province d'Isabela. Le projet, qui couvre 392 hectares et représente un investissement de plus de 14 Mds PHP (soit 250 M USD), devrait être opérationnel début 2026. L'entreprise française TotalEnergies – qui détient 65% du projet – apporte son expertise en ingénierie et construction. Ce site permettra de fournir de

l'électricité à plus d'un million de foyers et évitera plus de 400 000 tonnes de CO2 par an. Par ailleurs, 4 000 emplois seront créés pendant la phase de construction et 75 permanents sur les 30 ans d'exploitation. Ce projet s'inscrit dans la volonté du gouvernement philippin d'augmenter sa souveraineté énergétique (50,1% de l'énergie était importée en 2021) et de verdir son mix énergétique, qui comprend 10,3% d'énergies renouvelables en 2020.

Cambodge

Entre public et privé, nouveau modèle pour la gestion de l'eau ?

Le 12 juin, le ministre de l'Industrie, des Sciences, la Technologie et de l'Innovation (MISTI) HEM Vandy, a annoncé le changement de directeur de conseil d'administration dans 6 entreprises publiques dans la gestion des eaux à Phnom Penh, Stung Treng, Battambang, Pursat, Kampot et Stung Sen. Le ministre a d'ailleurs rappelé aux différents acteurs, l'importance de l'accès à l'eau dans la stratégie pentagonale de développement du Cambodge. Cependant, en 2022, un tiers de la population n'avait toujours pas accès à une eau potable selon la Banque mondiale, malgré une production de 461 M m3 d'eau potable en 2023. Il faut dire que les difficultés d'approvisionnement – hors Mékong, les sources d'eau sont souvent saisonnières –, d'infrastructures vieillissantes, de pertes et de gaspillage ne facilitent pas la tâche des autorités. HEM Vandy a aussi demandé plus d'engagement de la part d'entreprises privées, qui font face à un manque de rentabilité. En 2023, les acteurs privés étaient responsables de 153 M m3, soit tout juste un tiers de la production nationale. Le MISTI réfléchirait à une nouvelle organisation des régies de eaux, pour améliorer la production et favoriser un meilleur accès à l'eau potable.

Les aventuriers du rail

Avec 652 km de voies, soit une densité de 35,9 km pour 10 000 km², le Cambodge possède un réseau ferroviaire peu développé ; moins que le Vietnam ou la Thaïlande, mais plus que le Laos. Il comprend deux lignes : entre Phnom Penh et Sihanoukville, et Phnom Penh et Poïpet, à la frontière thaïlandaise. En 2017, 391 000 passagers et 759 000 tonnes de fret ont emprunté le train. C'est peu. Pour autant, le dernier schéma directeur global des transports intermodaux et de la logistique (2023-2033) prévoit l'amélioration et l'entretien des lignes existantes. Il prévoit encore la construction d'une nouvelle ligne Phnom Penh-Bavet, à la frontière vietnamienne (en direction de Ho Chi Minh-Ville). Dans le même temps, le 8 juin ont eu lieu des tests d'une locomotive japonaise – le KiHa 183 – pouvant atteindre 110 km/h. Royal Railway Cambodia a acquis 11 de ces trains d'occasion pour améliorer son service et la vitesse moyenne de circulation des trains, aujourd'hui d'environ 40 km/h. L'entrée en service de ces matériels est prévue en 2025, sur la liaison Phnom Penh-Poïpet. Pour en tirer le meilleur parti, il faudra encore procéder à des améliorations des voies, notamment pour assurer la sécurité de l'exploitation (il n'existe que très peu de passages protégés par exemple et les voies ne sont pas protégées de très nombreuses traversées sauvages). Enfin, un train reliant le nouvel aéroport et le sud de la ville Phnom Penh est annoncé. Son entrée en service est également souhaitée en 2025. De grandes ambitions, nécessaires mais coûteuses.

Laos

Relance du tourisme

En 2019, le Laos avait accueilli 4,8 M de touristes en obtenant des recettes de 935 M USD, une contribution doublement intéressante pour l'économie : d'une part, en favorisant son développement et d'autre part, en lui fournissant de nombreuses devises. Au cours des trois premiers mois de l'année 2024, le Laos a accueilli 1,1 M de touristes, soit une hausse de 36% par rapport à 2023. C'est encourageant, mais encore insuffisant pour atteindre l'objectif de 6,2 M et 1,3 Md USD affiché par les autorités. C'est sans doute pourquoi un député vient de proposer d'exempter plus de pays de l'obligation de visa laotien. Au-delà des pays membres de l'ASEAN, en sont notamment exemptés le Brésil, la Chine, la Corée, la Hongrie, l'Inde, le Luxembourg, la Pologne, la Russie ou la Slovaquie. Ce député, s'exprimant en ouverture de la 7^{ème} session ordinaire de l'Assemblée nationale, poursuit que ce n'est pas la seule mesure nécessaire. Il cite, pêle-mêle, une nécessaire amélioration des infrastructures et conditions d'accueil (hébergement, restauration, attractions, sites...) afin que les touristes aient envie de revenir. On ne peut que l'approuver.

Capital humain et croissance durable

Ce sont, selon le dernier rapport de l'OCDE sur le Laos, les défis auxquels Vientiane est confronté. Selon la Multi-dimensional Review of Lao PDR, de nombreux progrès économiques ont été constatés (amélioration du niveau de vie, baisse de la pauvreté, amélioration de la santé et de l'éducation...). Désormais, le pays fait face à des besoins accrus de formation de sa main-d'œuvre ; on le voit avec les difficultés de recrutement et l'exode de sa jeunesse à la recherche de meilleurs salaires. Il faut aussi, selon l'OCDE, gérer la transition écologique, sachant que le Laos est fortement affecté par les conséquences du changement climatique ; notamment un régime des précipitations, hésitant entre sécheresse et inondations. L'OCDE note que le recours à l'endettement pour financer des infrastructures, y compris via des PPP (concessions bien souvent), a favorisé la croissance. Par son caractère, que l'on sait excessif, il a aussi fortement dégradé les capacités budgétaires du gouvernement. Or, sans budget, formation et éducation ne se développent pas et la durabilité des politiques publiques est limitée. Quadrature du cercle ? Un peu, mais restaurer la valeur du kip aiderait assurément, ce qui passe par un traitement transparent et multilatéral de la dette. Sacré défi, auquel le rapport de l'OCDE tente d'apporter des réponses.

Birmanie

Banque mondiale : les moyens de subsistance menacés, victimes d'une accélération du conflit

Dans son dernier rapport de juin 2024 sur l'économie birmane, la Banque mondiale prévoit une faible croissance économique de 1% en g.a. pour l'année fiscale 2024-2025 (avril à mars), contre une prévision de 2% en g.a. en décembre 2023. L'activité économique est perturbée par la présence de conflits (plus d'un million de personnes déplacées depuis octobre 2023), une volatilité macroéconomique accrue et un environnement commercial incertain. L'impact de ces difficultés sur les moyens de subsistance des ménages (la pauvreté a dépassé les derniers niveaux observés en 2015 de 32% début 2024) et sur la production agricole perturbe le commerce, puisqu'entre octobre 2023 et mars 2024, les exportations de marchandises ont baissé de 13% et les importations de 20% en g.a. Les échanges transfrontaliers avec la Chine et la Thaïlande sont presque à l'arrêt du fait de groupes résistants aux frontières. De plus, l'annonce du service militaire obligatoire en février 2024 a intensifié la migration vers les zones rurales et l'étranger, entraînant une pénurie de main-d'œuvre dans certaines industries. La dépréciation du kyat, ainsi que le manque d'accès aux devises étrangères et aux licences d'importation ont conduit à une inflation persistante (prévue à +18% g.a.) et à un manque de produits essentiels. Enfin, les pannes d'électricité se sont aggravées, amenant les entreprises à avoir recours à des générateurs coûteux, augmentant ainsi les coûts de production.

Modernisation des aéroports domestiques

Le ministère des Transports a annoncé que les travaux de modernisation de 7 aéroports domestiques devraient démarrer durant l'année fiscale 2024-2025. Ces aéroports sont Mawlamyine (État Mon à l'est), Thandwe (État Rakhine à l'ouest), Putao (État Kachin au nord), Tachilek (État Shan Nord au nord-est), Hanthawady (Région Bago), Myeik et Kawthoung (Région Taninthayi au sud). Les principales modifications devraient être des extensions de pistes et de clôtures.

Brunei

TotalEnergies cède sa filiale au Brunei au malaisien Hibiscus Petroleum pour 259 M USD

TotalEnergies a conclu un accord pour vendre sa filiale TotalEnergies EP (Brunei) B.V. à la société malaisienne Hibiscus Petroleum Berhad pour un montant de 259 M USD. La transaction devrait être finalisée au T4 2024. TotalEnergies EP (Brunei) B.V. détient et exploite une participation de 37,5% dans le Bloc B, aux côtés de Shell Deepwater Borneo (35%) et Brunei Energy Exploration (27,5%). Situé à 85 kilomètres au large de la côte de Brunei, le Bloc B comprend le champ Maharaja Lela/Jamalulam, qui a débuté sa production en 1999 et représentait une production nette d'environ 9 000 barils équivalent pétrole par jour pour TotalEnergies en 2023.

Conjoncture juin 2024

PRÉVISIONS FMI (avril 2024)

CROISSANCE	2023	2024e	2025e	PIB 2023
ASEAN ▲	4,2%	▲ 4,6%	▲ 4,8%	3 812
Indonésie* ▲	5,0%	▲ 5,0%	▲ 5,1%	1 371
Thaïlande* ▬	1,9%	▲ 2,7%	▲ 2,9%	515
Singapour ▬	1,1%	▲ 2,1%	▲ 2,3%	501
Philippines* ▲	5,6%	▲ 6,2%	▲ 6,2%	437
Vietnam ▲	5,0%	▲ 5,8%	▲ 6,5%	434
Malaisie* ▲	3,7%	▲ 4,4%	▲ 4,4%	416
Birmanie ▲	2,5%	▬ 1,5%	▲ 2,0%	64
Cambodge ▲	5,0%	▲ 6,0%	▲ 6,1%	42
Laos ▲	3,7%	▲ 4,0%	▲ 4,0%	15

PMI MANUFACTURIER	mai-24	avr-24	mars-24	févr-24	janv-24	déc-23	nov-23
ASEAN ●	51,7	● 51,7	● 51,0	● 51,5	● 50,4	● 50,3	● 49,7
Birmanie ●	52,1	● 52,1	● 49,9	● 48,3	● 46,7	● 44,3	● 42,9
Indonésie ●	52,1	● 52,1	● 52,9	● 54,2	● 52,7	● 52,9	● 52,2
Malaisie ●	50,2	● 50,2	● 49,0	● 48,4	● 49,5	● 49,0	● 47,9
Philippines ●	51,9	● 51,9	● 52,2	● 50,9	● 51,0	● 50,9	● 51,5
Singapour (Global)		● 54,2	● 52,6	● 55,7	● 56,8	● 54,7	● 55,7
Thaïlande ●	50,3	● 50,3	● 48,6	● 49,1	● 45,3	● 46,7	● 45,1
Vietnam ●	50,3	● 50,3	● 50,3	● 49,9	● 50,4	● 50,3	● 48,9

PIB TRIM. (g.a)	T1-24	T4-23	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22
Indonésie ▲	5,1%	▲ 5,0%	▲ 4,9%	▲ 5,2%	▲ 5,0%	▲ 5,0%	▲ 5,7%
Malaisie ▲	4,2%	▲ 2,9%	▲ 3,1%	▲ 2,8%	▲ 5,5%	▲ 7,4%	▲ 14,4%
Philippines ▲	5,7%	▲ 5,5%	▲ 6,0%	▲ 4,3%	▲ 6,4%	▲ 7,1%	▲ 7,7%
Singapour ▲	2,7%	▲ 2,2%	▬ 1,0%	▬ 0,5%	▬ 0,5%	▲ 2,4%	▲ 4,2%
Thaïlande ▬	1,5%	▬ 1,7%	▬ 1,4%	▬ 1,8%	▲ 2,6%	▬ 1,3%	▲ 4,4%
Vietnam ▲	5,7%	▲ 6,7%	▲ 5,5%	▲ 4,3%	▲ 3,4%	▲ 6,0%	▲ 13,7%

CONSOMMATION (g.a)	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22	T3-22
Indonésie	6,6%	4,5%	4,0%	5,9%	4,5%	3,0%	4,4%
Malaisie	5,1%	4,5%	4,3%	4,1%	4,7%	6,6%	13,6%
Philippines	4,6%	5,3%	5,1%	5,5%	6,4%	7,0%	8,0%
Singapour	5,8%	3,0%	2,0%	4,0%	6,3%	9,2%	10,4%
Thaïlande	6,9%	7,4%	7,9%	7,3%	5,9%	6,4%	9,1%
Vietnam	4,9%	3,5%	3,0%	2,7%	3,0%	7,2%	7,3%

IPC / INFLATION (g.a)	mai-24	avr-24	mars-24	févr-24	janv-24	déc-23	nov-23
Indonésie	2,8%	3,0%	3,0%	2,8%	2,6%	2,8%	3,0%
Laos	25,8%	24,9%	25,0%	25,4%	24,4%	24,4%	25,2%
Malaisie		1,8%	1,8%	1,8%	1,5%	1,5%	1,5%
Philippines	3,9%	3,8%	3,7%	3,4%	2,8%	3,9%	4,1%
Singapour		2,7%	2,7%	3,4%	2,9%	3,7%	3,6%
Thaïlande	1,5%	0,2%	-0,5%	-0,8%	-1,1%	-0,8%	-0,4%
Vietnam	4,4%	4,4%	4,0%	4,0%	3,4%	3,6%	3,4%

EXPORTATIONS (g.a, Mds USD)	mai-24	avr-24	mars-24	févr-24	2023	2022	2021
Indonésie		1,7%	-3,7%	-9,6%	258,8	291,9	231,6
Malaisie		1,2%	-6,1%	-9,2%	312,8	352,1	299,4
Philippines		26,6%	-7,3%	15,8%	73,5	79,6	74,7
Singapour		11,3%	-3,4%	0,7%	475,5	515,0	457,1
Thaïlande		6,8%	-10,9%	3,6%	284,6	287,4	272,0
Vietnam	13,9%	10,2%	13,0%	-5,5%	354,7	371,7	336,2

CPTE COURANT (% du PIB)	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22	T3-22
Cambodge		-1,1%	4,4%	5,2%	-1,6%	-12,7%	-27,6%
Indonésie	-0,6%	-0,3%	-0,3%	-0,7%	0,8%	1,1%	1,4%
Malaisie	3,5%	0,2%	1,8%	1,9%	2,4%	6,0%	4,4%
Philippines		-0,4%	-2,2%	-3,8%	-4,3%	0,0%	-6,7%
Singapour	21,6%	19,5%	20,2%	19,6%	19,8%	14,6%	18,9%
Thaïlande	2,2%	1,5%	2,1%	-0,8%	2,7%	0,6%	-6,1%

CPTE FINANCIER (Mds USD)	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22	T3-22
Cambodge		-0,4	-0,2	0,7	0,4	1,0	0,9
Indonésie	-2,3	11,0	0,0	-5,1	4,1	0,2	-5,6
Laos	0,0	-0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,3
Malaisie	-4,0	-4,3	3,9	-1,8	-1,2	-0,3	-4,5
Philippines		6,4	2,9	0,2	5,9	2,1	3,9
Singapour	6,0	14,7	16,7	4,3	-0,6	26,4	42,1
Thaïlande		-4,5	-4,7	-4,3	-0,8	5,3	-1,9
Vietnam		-1,6	-2,4	-2,7	3,3	2,1	-4,9

signe + : entrées nettes

TAUX DE CHÔMAGE	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23	T4-22
Malaisie		3,3%	3,3%	3,4%	3,5%	3,5%	3,6%
Philippines	4,0%	4,5%	4,2%	4,8%	4,5%	4,8%	4,5%
Singapour		1,9%	1,8%	1,9%	2,4%	1,6%	1,8%
Thaïlande		1,0%	0,8%	1,0%	1,1%	1,1%	1,2%
Vietnam		2,2%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	3,00%	2,50%	3,00%	6,25%	6,50%	8,50%	7,00%
Dernier changement	juin-23	sept-23	mai-23	avr-24	oct-23	mars-24	févr-23

TAUX DE CHANGE	31/5/24	1 mois	Ytd	1 an	2023	2022	2021
VND/USD	25 165	0,4%	4,8%	8,1%	23 794	23 271	23 160
SGD/USD	1,35	-0,9%	2,4%	-0,2%	1,34	1,38	1,34
IDR/USD	16 253	0,2%	5,4%	8,6%	15 237	14 850	14 310
MYR/USD	4,70	-1,3%	2,5%	1,9%	4,56	4,40	4,14
THB/USD	36,73	-0,9%	7,3%	5,8%	34,78	35,05	31,98
PHP/USD	58,62	1,6%	5,5%	4,2%	55,63	54,48	49,25

signe + : dépréciation

MARCHÉS FINANCIERS	1 mois	Ytd	1 an	3 ans	2023	2022	2021
MSCI AC ASEAN (Gross)	▼ 0,0%	▼ -0,9%	■ 1,6%	▼ -1,9%	■ 0,8%	▼ -4,1%	■ 0,2%
S&P 500 (Price)	▲ 4,8%	▲ 10,6%	▲ 26,3%	▲ 7,9%	▲ 24,2%	▼ -19,4%	▲ 26,9%
Brent (USD/baril)	▼ -9,1%	▲ 5,1%	▲ 8,2%	▲ 19,3%	\$83,0	\$100,1	\$69,9

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr